

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 Bobigny

Bobigny, le 19/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHIMIREC Aulnay

4 rue Pierre Fixot
93600 Aulnay-Sous-Bois

Code AIOT : 0006523200

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/06/2024 dans l'établissement CHIMIREC Aulnay implanté 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DRIEAT. En tant que site prioritaire, au moins une inspection doit être réalisée chaque année.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC Aulnay
- 4 rue Pierre Fixot 93600 Aulnay-sous-Bois
- Code AIOT : 0006523200
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Chimirec d'Aulnay regroupe, trie et traite des déchets dangereux et non-dangereux. Il héberge les activités auparavant exploitées sur le site historique de Dugny, aujourd'hui à l'arrêt. Depuis 2023, le site a obtenu la triple certification ISO 9001, 14 001 et OHSAS 18 001. En 2022, le site a pris en charge 40 000 tonnes de déchets. L'effectif sur le site est de 124 salariés. Les activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2023-0744 du 30 mars 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Nomenclature des installations classées	Code de l'environnement du 24/01/2025, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.7.3	Demande d'action corrective	3 mois
3	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.7.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 1.2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Ouvrages de traitement	Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 4.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection, aucun écart majeur n'a été relevé.

L'inspection a demandé à l'exploitant par lettre préfectorale d'apporter un certain nombre de précisions, notamment sur le classement au titre de la rubrique 1510, et l'organisation des stockages de déchets aqueux sur le site. Les éléments apportés par l'exploitant seront susceptibles de conduire à la modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral.

Concernant les poteaux incendie, il est nécessaire d'effectuer des tests de débits sur plusieurs poteaux en simultané, de les faire réceptionner et de s'assurer qu'ils sont bien référencés à la BSPP.

Par ailleurs, la procédure d'alerte devra être corrigée et le dossier d'alerte transmis à la BSPP.

Enfin, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le protocole d'entretien des débourbeurs/deshuileurs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nomenclature des installations classées

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/01/2025, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Classement 1510
Prescription contrôlée : Rubrique 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. <ol style="list-style-type: none">1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :<ol style="list-style-type: none">a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ ;b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ ;c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³. <p>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</p>
Constats : La rubrique 1510 n'est pas mentionnée dans le tableau de classement. Toutefois, la part des déchets combustibles valorisables encore présente sur le site correspondant à plus de 2 jours de flux/transit/traitement est à prendre en compte dans le calcul pour évaluer le classement du site au titre de la rubrique 1510. La société Chimirec est autorisée à trier 150 t/j de déchets par jour. Dans ce cas, la quantité de déchets valorisables à prendre en compte dans le classement 1510 serait Qd = Quantité de déchets valorisables en attente d'évacuation sur le site - 300 t. <u>Voici un extrait du guide "entrepôts" :</u> Dans la mesure où les installations de tri-transit ou de traitement de déchets relevant des rubriques 27xx, abritent des matières ou produits combustibles, elles sont potentiellement concernées par un classement au titre de la rubrique 1510. Pour ce type d'activité spécifiques, il est nécessaire de préciser les notions de « stockage » et « d'installation dédiée au stockage » afin d'identifier les éventuelles installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage au sens de la rubrique 1510. Dans le cas particulier des activités de tri transit - traitement de déchets classées au titre d'au moins une rubrique 27XX, les déchets combustibles suivants sont considérés être en cours de transit, tri ou traitement : <ul style="list-style-type: none">• les déchets en attente de transit, tri ou traitement ;• les déchets en cours de manipulation pendant les opérations de transit, tri ou traitement ;• les déchets issus des opérations de tri / traitement ;• la part des déchets valorisables combustibles, conditionnés et entreposés en attente d'évacuation dans la limite où les quantités présentes au sein de l'installation de tri, transit

ou traitement sont inférieures ou égales à 2 jours de flux de tri / transit/traitement.
Ces déchets en cours de transit, tri ou traitement, ne constituent pas des stockages au sens des rubriques 1510, et par conséquent, ils ne sont pas à comptabiliser dans les inventaires de matières ou produits combustibles pour évaluer les quantités au regard du seuil de 500 tonnes fixé par le libellé de la rubrique 1510.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur un classement éventuel au titre de la rubrique 1510.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : <p>Des poteaux incendie sont répartis autour du bâtiment, reliés à un réseau d'adduction d'eau correctement dimensionné permettant d'assurer un débit minimal de 360 m³/h. Ces poteaux incendie sont conformes aux normes NF EN 14383 ou NF EN 14339, et implantés selon la norme NF S 62-200.</p> <p>Au moins 5 poteaux sont de diamètre nominal 100, de débit unitaire 60 m³/h, et 2 poteaux de diamètre nominal 150, de débit unitaire 120 m³/h équipés d'orifices de sortie de 2x100.</p> <p>Les poteaux de DN150 sont implantés de part et d'autre du bâtiment, sur ses longueurs, à hauteur des halls de broyage.</p> <p>Les poteaux sont recensés auprès du bureau prévention de la BSPP - groupe DECI (bureau prevention.deci@pompiersparis.fr), sur demande de l'exploitant. Ils sont réceptionnés conformément à la norme en vigueur, et le PV de réception transmis au bureau prévention.</p> <p>Le dispositif d'extinction automatique est alimenté par une réserve d'eau aménagée à l'extérieur du bâtiment. Une réserve d'émulseur est disponible dans le local extinction.</p>
Constats : <p>Le bâtiment est entouré de 7 poteaux dont les diamètres et les débits sont conformes aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Les tests de débit ont été effectués sur chaque poteau séparément.</p> <p>Les poteaux n'ont pas été réceptionnés. L'exploitant n'était pas informé de la réception obligatoire des poteaux selon la norme en vigueur.</p> <p>Le sprinklage est installé dans l'ensemble de l'usine, y compris dans les locaux administratifs. L'exploitant dispose du certificat de conformité N1. Les règles de type R1 sont respectées, notamment pour les contrôles périodiques de l'installation. Ce système est alimenté par une réserve d'eau munie d'un émulseur.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<ul style="list-style-type: none"> - Chaque année, par roulement, des tests effectués sur plusieurs poteaux simultanément doivent être réalisés pour justifier qu'un débit minimal de 360 m³/h peut être atteint. Ces types de tests pourront avoir lieu lors des prochains contrôles. - Par ailleurs, l'exploitant vérifiera que les poteaux sont recensés auprès du bureau prévention de la BSPP et qu'ils sont réceptionnés conformément à la norme en vigueur. Le PV de réception sera transmis au bureau prévention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 8.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. Ces consignes sont regroupées dans un dossier d'alerte, qui inclut également le fonctionnement du schéma d'alerte interne et ses différents scénarios. Le dossier d'alerte est communiqué aux services de secours et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Il est réexaminé périodiquement, et mis à jour si nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les nouveaux arrivants suivent un accueil sécurité d'une heure. Cependant, l'exploitant indiquait lors de l'inspection que le site ne prenait que peu d'intérimaires (4 intérimaires + 90 salariés). Les équipes disposent d'équipiers de première intervention (EPI) et de seconde intervention (ESI). L'ensemble de ces personnels a suivi une première formation relative à l'utilisation des extincteurs en 2023, dès l'ouverture du site.</p> <p>L'exploitant indique que ces formations auront lieu tous les ans par roulement, et que chaque personne bénéficiera d'un recyclage au moins une fois tous les trois ans. Les ESI sont, quant à eux, formés à l'utilisation des RIA. Un exercice d'extinction d'un vrai feu a été réalisé l'an dernier.</p> <p>Il a été présenté à l'inspection la procédure de déclenchement d'alarme et d'évacuation. Quelques erreurs ont été relevées, notamment à l'article 5.1.2. Par ailleurs, toujours du point de vue rédactionnel, il existe une confusion entre le terme d'EPI et d'ESI.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de corriger la procédure de déclenchement d'alarme et d'évacuation en prenant en compte les remarques de l'inspection, et de transmettre le dossier d'alerte aux services d'incendie et de secours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 1.2.3.2
Thème(s) : Autre, Zone de dépotage et de stockage des déchets liquides vrac
Prescription contrôlée : La zone B est dotée d'un ensemble de 24 cuves de stockage de volume unitaire de 65 m ³ , réparties en 3 zones distinctes comportant chacune deux rétentions et une aire de dépotage et d'empotage : <ul style="list-style-type: none">- une rétention Ouest, consacrée aux huiles claires et solvants pétroliers, comprenant 8 cuves de stockage sur rétention, une rétention centrale, consacrée aux huiles claires usagées, aux solvants non-chlorés ou pétroliers ainsi qu'aux liquides de refroidissement régénérés et à régénérer, comprenant 8 cuves de stockage sur rétention,- une rétention Est, consacrée aux huiles noires et aux eaux souillées, comprenant 8 cuves de stockage sur rétention. Cette zone permet le passage des camions citernes, à sens unique, leur permettant de se positionner sur l'aire souhaitée. Les liquides de refroidissement usagés à régénérer sont dépotés au niveau de la zone de dépotage de la zone B vers l'une des deux cuves de 30 m ³ de la zone A. Une partie des liquides de refroidissement provient également des opérations de déconditionnement et de pompage réalisées au sein de la zone A. Les liquides de refroidissement stockés dans la zone A sont envoyés par pompage vers l'unité d'ultrafiltration située en zone B pour régénération. Les liquides de refroidissement une fois régénérés et décolorés sont transférés vers des cuves au sein de la zone B.
Constats : Il existe un décalage entre la description des zones A et B et la situation réelle observée sur site. Le projet d'unité d'ultrafiltration pour les liquides de refroidissement a notamment été abandonné. Le dernier paragraphe de la prescription pourrait donc être supprimé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire ressortir les différences entre le texte descriptif et l'aménagement qui a finalement été mis en place sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Ouvrages de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/03/2023, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectuées à une fréquence adaptée, et a minima une fois par an. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité aux normes applicables ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La société Chimirec dispose d'un personnel compétent et d'engins adéquats (hydrocureurs) pour le curage et le nettoyage des séparateurs hydrocarbures. Cette opération est réalisée a minima une fois par an. Les boues rejoignent les cuves de stockage contenant des déchets aqueux ayant des propriétés similaires (la société dispose d'un laboratoire d'analyse des déchets). Les boues engendrent la création d'un bordereau (BSD) sur Trackdéchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le protocole d'entretien des séparateurs hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois